

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 4301 - MERCREDI 27 JUILLET 2022

ORGANISATION SOUS RÉGIONALE

Le 21^e sommet de la CEEAC a tenu ses promesses



Lecture du communiqué final par le ministre de la coopération régionale Didier Mazenga

Les rideaux sont tombés sur la 21e session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Conférence économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) qui s'est tenue à Kinshasa le 25 juillet.

Pour cette 21e session qui a eu pour thème « La santé, l'éducation et la culture », le président en exercice de cette organisation sous-régionale, le chef de l'Etat congolais, Félix-Antoine Tshisekedi, s'est fait l'honneur de recevoir ses homologues Faustin Archange Touadera de la Centrafrique, Mahamat Idriss Deby du Tchad et Carlos Villanova de Sao Tomé et Principe

Page 3

SANTÉ

Prise en charge des tuberculeux dans le secteur minier

Les taux d'infection tuberculeuse des travailleurs des mines en Afrique australe comptent parmi les plus élevés de la planète. Et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme s'est résolument engagé à investir massivement pour les faire baisser autant que possible.

Ce projet régional a fait l'objet dernièrement des échanges, à Kinshasa, entre le ministre congolais de la Santé publique, Hygiène et Prévention, Dr Jean- Jacques Mbungani, et une délégation d'Esca Health (East Central Southern Africa Health Community) venue d'Arucha en Tanzanie.

Page 3

MANIFESTATIONS À GOMA

Les Indignés qualifient d'inutile la mission de la Monusco



Des éléments de la Monusco

Réagissant aux manifestations anti-Monusco débutées le 25 juillet à Goma, le Mouvement des indignés de la situation sécuritaire en République démocratique du Congo a parlé du « déclin d'une mission inutile » dans le pays. Ce mouvement rappelle également ses revendications visant le rétablissement de la sécurité et la paix dans l'est de la RDC et sur toute l'étendue du pays.

Ce mouvement exige le départ de « cette structure budgétivore camouflée sous le faux prétexte de protection des civils » et s'oppose également aux négociations avec les groupes armés qui aboutissent à l'intégration des éléments infiltrés au sein de l'armée, de la police et des services de sécurité.

Page 2

SPOLIATION DE LA CONCESSION JEAN XXIII

L'Église catholique dément s'être rétractée



Grand séminaire St Jean 23 à Kinshasa

Dans une mise au point faite le 25 juillet, l'Archidiocèse de Kinshasa a déclaré « ne pas être perturbée par les spéculations qui ont pris place dans l'opinion publique » après la dénonciation, la semaine dernière, de la spoliation du terrain du Grand séminaire Saint-Jean XXIII, dans la commune de Ngaliema.

L'Église catholique maintient les accusations faites par des personnes bien identifiées qui ont cité l'ambassadeur John Nyakeru dans cette affaire. L'Archidiocèse continue, par ailleurs, à pointer le frère de la première dame de la RDC et lui demande « de prouver son innocence ».

Page 5

ÉDITORIAL

Au travail !

Les joutes de la campagne électorale sont passées. Il est temps pour les députés de se mettre au travail pour le présent quinquennat. Ils s'attelleront au cours de celui-ci aussi bien, entre autres, au contrôle de l'action gouvernementale à travers l'évaluation des activités inscrites au Programme national de développement 2022-2026 qu'à l'examen et à l'adoption des lois.

A ces deux tâches s'ajoute la laborieuse œuvre de proposition des lois. C'est sur ce dernier aspect que le travail parlementaire paraît intéressant puisqu'un député en élabore à la suite des doléances de ses mandants ou à la récurrence d'un problème dont la résolution semble urgente.

Il est temps également pour les élus locaux de revisiter les problèmes que les électeurs leur avaient présentés pendant la campagne électorale pour en recenser les plus essentiels et importants afin de chercher à en proposer des solutions adaptées.

Les cabinets parlementaires sont, de ce fait, appelés à se mettre au travail pour que les élus traduisent en actes toutes les promesses qu'ils avaient faites lors de la campagne électorale.

Les députés et les conseillers locaux auront la force et le courage, après cinq ans d'exercice, de solliciter les suffrages des électeurs que lorsqu'ils auront apporté des réponses tant soit peu positives à leurs préoccupations. Sinon, c'est peine perdue !

Le Courrier de Kinshasa

MANIFESTATIONS ANTI-MONUSCO

Les Indignés parlent du « déclin d'une mission inutile en RDC »

Le mouvement citoyen rappelle toutes ses recommandations faites en vue du rétablissement de la sécurité et de la paix dans l'est du pays et sur toute l'étendue du territoire national.



Le feu allumé devant le portail de la Monusco à Goma

Réagissant aux manifestations anti-Monusco commencé le 25 juillet à Goma, le Mouvement des indignés de la situation sécuritaire en République démocratique du Congo (Miss-RDC) a parlé du « déclin d'une mission inutile » dans le pays. Ce mouvement rappelle également ses revendications visant le rétablissement de la sécurité et la paix dans l'est de la RDC et sur toute l'étendue du pays. « Trois ans durant, les Indignés exigent le départ de cette structure budgétivore. Camouflée sous le faux prétexte de protection des civils, aujourd'hui Bunagana a trahi : Rwanda, Ouganda, Monusco, tous des bourreaux. Même si l'infiltration au sein des Forces armées de la RDC y joue aussi un grand rôle », a souligné ce mouvement citoyen.

Parmi les recommandations de ce mouvement citoyen, il y

a notamment la purge au sein de l'armée, la police et des services de sécurité, en vue d'y extirper tous les infiltrés. Ce mouvement s'oppose également aux négociations avec les groupes armés qui aboutissent à l'intégration de ces éléments au sein de l'armée, de la police et des services de sécurité, etc. Il est, en effet, rappelé que ces manifestations anti-Monusco sont arrivées à leur deuxième jour à Goma. Le gouvernement congolais a déjà fait un bilan provisoire d'au moins cinq morts et une cinquantaine de blessés. Dans un communiqué de presse, la Mission onusienne en RDC dit être très préoccupée par ce très grave incident qui intervient au lendemain de propos hostiles et de menaces non voilées émis de la part d'individus et groupes à l'encontre des Nations unies. Elle rappelle, par ailleurs, que ses locaux sont inviolables en ver-

tu de l'Accord sur le statut des forces entre les Nations unies et le gouvernement de la RDC, ainsi que la Convention sur les privilèges et immunités des Nations unies de 1946.

Le représentant spécial adjoint chargé des opérations et chef de mission par intérim, Khasim Diagne, appelle, quant à lui, à l'apaisement et à la retenue. Pour lui, ces incidents de Goma sont non seulement inacceptables mais totalement contre-productifs. « La Monusco est mandatée par le Conseil de sécurité pour accompagner les autorités à protéger les civils. Elle se tient aux côtés des populations et appuie les forces de défense et de sécurité nationales dans leur lutte contre les groupes armés. La Mission appuie aussi les autorités congolaises dans leurs efforts qui visent à restaurer l'autorité de l'État », a-t-il fait savoir.

Lucien Dianzenza

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Maouakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngoni

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ENJEUX SOUS-RÉGIONAUX

Le 21^e sommet de la CEEAC a tenu ses promesses

C'est au chapiteau de l'Union africaine que se sont tenus, le 25 Juillet, les travaux de la 21^e session ordinaire de la Conférence des chefs d'États et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).

Président en exercice de la CEEAC, le chef de l'État congolais, Félix-Antoine Tshisekedi, s'est fait l'honneur de recevoir ses homologues Faustin Archange Touadera de la Centrafrique, Mahamat Idriss Deby du Tchad et Carlos Villanova de Sao Tomé et Príncipe. Le Burundi, la Guinée équatoriale, le Congo Brazzaville, le Gabon, l'Angola, le Rwanda et le Cameroun se sont fait représenter par leurs officiels de haut rang.

La séance inaugurale a été marquée par le mot de bienvenue du chef de l'État congolais, Félix-Antoine Tshisekedi. Rappelant le contexte dans lequel se tenaient ces assises sur fond des menaces récurrentes à la paix et à la sécurité, le président de la RDC a épinglé, entre autres, la flambée des prix des produits de première nécessité résultant des mauvaises campagnes agricoles, conséquence du dérèglement climatique, de la crise sociale, économique et financière liée à la pandémie de covid-19. Stigmatisant la persistance de l'insécurité politico-militaire ainsi que la résurgence des conflits intercommunautaires qui entraînent la raréfaction



Lecture du communiqué final par le ministre de la coopération régionale Didier Mazenga

des ressources, Félix Tshisekedi n'a pas manqué de mettre en exergue la tension actuelle existant entre son pays et le Rwanda. Une situation qu'il a déploré ouvertement et qu'il souhaiterait «voir revenir à la normale avec la bonne volonté et la détermination de tous».

L'Afrique centrale ayant longtemps été le théâtre de plusieurs conflits armés ayant déstabilisé bon nombre de ses États jusqu'à hypnotiser les bases de sa croissance économique et ralenti les progrès vers la réalisa-

tion des objectifs millénaires de développement, Félix Tshisekedi croit le moment venu d'inverser la tendance. D'où son appel à une conjugaison d'efforts en vue de stopper cette spirale dangereuse.

Auparavant, le représentant spécial adjoint du secrétaire général des Nations unies chargé de la Protection et des Opérations de la Monusco s'est réjoui de la fluidité et de l'efficacité qui caractérisent désormais le partenariat entre la CEEAC et son institution avant de plaider pour

sa consolidation. Le président de la commission, Gilberto Da Piedade Verissimo a, quant à lui, fait l'état des lieux de cette organisation sous-régionale tout en mettant un point d'honneur sur les actions salvatrices menées durant les six derniers mois. A la suite de cette séance inaugurale, il s'en est suivi des discussions à huis clos de plus de deux heures, lesquelles discussions furent sanctionnées par un communiqué final lu par le ministre congolais de la coopération régionale, Didier Mazenga.

De la situation politique et sécuritaire de la région notamment à l'est de la RDC, l'on retiendra que la Conférence a appelé à la solidarité communautaire. Suivant le principe de la complémentarité, cet organe décisionnel de la CEEAC a instruit la commission d'adhérer à la feuille de route de Luanda relative à la cessation des hostilités par le groupe rebelle M23 tout en martelant sur son retrait immédiat des positions actuellement occupées et ce, conformément au communiqué final du mini-sommet de Nairobi. La Conférence s'est, par ailleurs, félicitée du proces-

sus de transition au Tchad et a salué les étapes importantes franchies notamment les préparatifs du dialogue inclusif prévu pour le 20 août prochain. Quant à la situation en Centrafrique, la Conférence s'est engagée à poursuivre son plaidoyer au niveau des Nations unies pour obtenir la levée de l'embargo sur les armes injustement imposé à ce pays membre.

Les chefs d'État et de gouvernement présents à Kinshasa ont, dans une motion, exprimé leur gratitude à leur hôte, le président Félix Tshisekedi, pour le leadership et l'engagement dont il fait preuve depuis le début de son mandat au service aussi bien de la réforme institutionnelle que de l'intégration régionale en Afrique centrale. Dans son mot de clôture, le président Félix Tshisekedi a salué l'esprit constructif ayant caractérisé le déroulement des travaux avant de remercier les uns et les autres pour leur apport dans la réussite de ce forum. Il a rassuré de sa ferme volonté à ne manager aucun effort dans le suivi et la mise en œuvre des recommandations prises.

Alain Diasso

SANTÉ

Prise en charge des tuberculeux dans le secteur minier

La délégation du Programme national de lutte contre la tuberculose (PNLT) a rencontré le ministre chargé de la Santé pour avoir son apport politique au projet visant la baisse des taux d'infection tuberculeuse des travailleurs des mines en Afrique australe.

Les taux d'infection tuberculeuse des travailleurs des mines en Afrique australe comptent parmi les plus élevés de la planète. Et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme s'est résolument engagé à investir massivement pour les faire baisser autant que possible.

Ce projet régional a fait l'objet dernièrement des échanges entre le ministre congolais de la Santé publique, Hygiène et Prévention, Dr Jean-Jacques Mbungani, et une délégation d'Esca Health (East Central Southern Africa Health Community) venue d'Arucha en Tanzanie, en son cabinet de travail, à l'immeuble du gouvernement. La délégation a été conduite par Dr Michel Kaswa, directeur du PNL. «Nous sommes venus rencontrer son Excellence Monsieur le ministre de la Santé pour avoir son apport politique à ce projet. Également pour solliciter son implication dans la mise en place de la commission interministérielle (santé, droits humains, travail, mines et genre) dont l'objectif est de réduire réellement ensemble les fardeaux de la tuberculose dans le secteur



Le ministre de la Santé avec la délégation d'Esca Health

minier», a déclaré le directeur du PNL. En RDC, a-t-il ajouté, la lutte contre la tuberculose dans le secteur minier industriel est organisée. Tandis que dans le secteur artisanal, grâce à l'appui de la communauté, on commence à avoir des données, mais il faut s'y concentrer davantage. Voilà pourquoi ce projet vient juste nous aider à faire une cartographie exacte de ce qui a comme besoin en traitement de la tu-

berculose dans le secteur minier artisanal; en suite de renforcer la capacité des différents prestataires pour améliorer la prise en charge des patients miniers congolais afin qu'ils aient accès au diagnostic et au traitement de la tuberculose dans le secteur minier.

Depuis 2012, l'Esca Health, qui a reçu le financement du Fonds mondial, est chargé de mettre en œuvre cinq piliers du Fonds mondial de lutte contre la tu-

berculose dans le secteur minier. Pour cette occasion, le représentant de l'instance "Esca Health" a salué l'implication du ministre Jean-Jacques Mbungani qui reste très attentif et promet d'apporter son appui à ce projet.

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et cette instance régionale de coordination au niveau pays d'Afrique australe ont signé un accord de subven-

tion qui fera date. Cet accord est destiné à mettre en place des modèles novateurs visant à réduire l'incidence élevée de la tuberculose dans le secteur minier. Et la RDC vient d'être incluse parmi les pays bénéficiaires de ce projet.

La tuberculose constitue un problème majeur dans l'industrie minière d'Afrique australe. Parmi les facteurs qui concourent à cette incidence élevée de la tuberculose chez les mineurs, on retrouve une exposition prolongée à la poussière de silice, de piètres conditions de vie, une forte prévalence du VIH, la pauvreté et une mauvaise coordination des soins entre les pays.

L'initiative de lutte contre la tuberculose dans le secteur minier d'Afrique australe représente un effort multipartite novateur qui fait intervenir des représentants des dix instances de coordination nationales, des ministères de la Santé, des Ressources minières et du Travail, des compagnies minières, des associations de mineurs et d'anciens mineurs, des syndicats, des organismes de développement, de la société civile et des établissements de recherche.

Blandine Lusimana

INTERVIEW

Ne Kunda Nlaba : « L'un des objectifs du festival est de faire découvrir les héros du cinéma panafricain qui sont peu connus »

Producteur de cinéma, réalisateur et professeur de cinéma de l'Académie Kongo Bizizi, Ne Kunda Nlaba est l'initiateur du Festival international du film panafricain de Luanda ((Luanda Paff), dont la première édition aura lieu du 24 au 27 novembre 2022 à Fundacao Arte e Cultura à Ilha de Luanda. Pour la première édition, le festival rendra notamment hommage à Oscar Michaux, l'un des pionniers du cinéma panafricain aux Etats-Unis, le premier noir à avoir créé une société de production de films et est considéré comme le père du cinéma afro-américain.

Le Courier de Kinshasa : Qu'est-ce qui vous a motivé à créer le Festival international du film panafricain de Luanda ?

Ne Kunda Nlaba : Je suis fondateur de Kongo Bizizi Academy, l'Institut panafricain du cinéma, dont l'objectif principal est de contribuer au développement de l'industrie cinématographique africain et plus particulièrement de la région de l'ancien Royaume Kongo qui incluent l'Angola, le Gabon, la RD Congo, la République du Congo, le Cameroun, etc. Et le festival est l'un de moyens ou l'une des activités que j'estime nécessaire pour contribuer au développement de l'industrie du film. En outre, du centre au sud de l'Afrique, nous n'avons pas de festival du film panafricain tels qu'à Los Angeles, à Cannes, au Burkina Faso et au Canada. Le festival international du cinéma panafricain de Luanda (Luanda Paff) vient combler ce vide.

LCK : Quels sont les objectifs du festival ?

NKN : L'objectif de Luanda Paff est de contribuer au développement de l'industrie cinématographique africain, en connectant le public angolais au cinéma africain, à travers des projections; en créant un marché du film panafricain au coeur de l'Afrique et en organisant des événements de réseautage qui mettent en relation des cinéastes angolais avec des cinéastes africains du monde entier (de l'Afrique, des Antilles, de l'Amérique, de l'Europe et autres) par le biais de rencontres entre cinéastes, de conférences, d'ateliers, de master classes et de formations.

LCK : Pourquoi le choix de la ville de Luanda, alors que vous êtes originaire de la RDC ?

NKN : Etant panafricain et originaire du royaume Kongo, je me considère comme citoyen d'Afrique, et l'Angola en fait partie. Luanda est une ville touristique et, historiquement parlant, elle fut la banque centrale du royaume Kongo. Recevoir ce festival est un grand honneur pour nous, et, jusque-là, la ville ne possède pas un autre festival de cinéma ayant la même dimension que les autres festivals internationaux de villes que j'ai citées précédemment. En outre, l'Angola



Ne Kunda Nlaba

Je suis fondateur de Kongo Bizizi Academy, l'Institut panafricain du cinéma, dont l'objectif principal est de contribuer au développement de l'industrie cinématographique africain et plus particulièrement de la région de l'ancien Royaume Kongo qui incluent l'Angola, le Gabon, la RD Congo, la République du Congo, le Cameroun, etc.

est l'un des pays africains qui milite pour le panafricanisme.

LCK : Quelles sont vos attentes par rapport à ce festival ?

NKN : Nous voulons que le festival soit un centre de la célébration des cinéastes, du cinéma et de la culture africaine mais aussi de la commercialisation de nos œuvres cinématographiques. Le festival sera notamment un centre d'attraction qui va contribuer au tourisme dans le pays.

LCK : Comment se fera la sélection des films pour le festival. Quels seront les critères de sélection ?

NKN : Les inscriptions sont ouvertes à tous les cinéastes africains vivant en Afrique et dans la diaspora et toutes les œuvres produites en Afrique

les films qui dépeignent des images positives ou réalistes de l'Afrique. Qu'est-ce que cela veut dire ?

NKN : L'Afrique a été généralement dépeint d'une façon négative alors qu'elle possède une richesse historique et culturelle très forte. Nous avons de belles histoires à raconter au public africain et du monde entier. Le festival se veut être une plateforme de mise en valeur du continent africain et lieu de la promotion de ce cinéma.

LCK : Quels seront les autres événements ou activités autour du festival ?

NKN : Pour cette première édition de Luanda Paff, nous organisons diverses activités telles que des projections de films, des master class, des conférences et des événements spéciaux commémorant les cinéastes africains. Étant la première édition, nous rendrons hommage à Oscar Michaux, l'un des pionniers du cinéma panafricain aux Etats-Unis et le premier noir à avoir créé une société de production de films. Nous allons organiser une master class et une projection de l'un de ses films à son honneur. C'est l'un des objectifs de Luanda Paff et de Kongo Bizizi Academy, l'Institut Panafricain de cinéma, : aider la population africaine à découvrir les héros du cinéma panafricain qui sont peu connus. Nous allons également organiser la soirée d'ouverture et de clôture qui sera suivie de la remise des prix aux cinéastes.

LCK : Parmi les prix qui seront décernés figurent le « Kimpa Vita Awards » et les « Kwanza Awards ». Pourriez-vous nous expliquer en quoi consistent ces prix ?

NKN : Kimpa Vita Awards est un prix spécial que nous avons introduit en l'honneur de notre grande héroïne et figure de la révolution africaine « Kimpa Vita » qui a lutté pour mettre fin à l'esclavage, réhabiliter la spiritualité africaine qui a existé avant l'imposition du christianisme en Afrique au 15^e siècle, réunifier l'empire

Kongo et reconstruire la ville de Mbanza-Kongo, la capitale du royaume Kongo, détruite par des guerres civiles. Le prix sera décerné au film de tout genre traitant des sujets à caractère révolutionnaire, ayant trait au panafricanisme, et à l'éveil de la conscience africaine. C'est l'une des particularités de Luanda Paff. Concernant Kwanza Awards, la monnaie de l'Angola ou Kwanza l'un des symboles du panafricanisme, c'est le plus grand prix du festival. Il sera décerné au film qui se distingue de tous les films du festival.

LCK : Quelle est l'actualité de votre dernier documentaire « Royaume Kongo : A la recherche du royaume détruit » ?

NKN : Le documentaire « Royaume Kongo : A la recherche du royaume détruit » est actuellement disponible sur des plateformes streaming tels que Kweli TV, Amazon Video Prime, Tubi, Rlaxx TV, Box Brazil Play, First Screen et tant d'autres qui seront annoncées plus tard. Nous avons organisé une projection dans la ville de Mbanza-Kongo en Angola en Juin 2022. Mais, la projection prévue le 9 juillet 2022 à la médiathèque de Cazenga, à Luanda, a été annulée suite au deuil national décrété en hommage à l'ancien président Angolais, José Eduardo dos Santos. Nous comptons également organiser des projections en salle en Europe à partir de septembre 2022.

LCK : Quelles sont vos ambitions pour le festival ?

NKN : Nos ambitions, c'est d'avoir l'un des plus grands festivals de cinéma qui sera un centre d'attraction du monde et qui va honorer les cinéastes africains et leurs œuvres. Nous comptons recevoir le plus grand nombre de films. Et nous sommes très ravis d'avoir déjà reçu plus de 300 candidatures en moins d'un mois. C'est qui est déjà un signe très positif et un bon début pour un nouveau festival.

Patrick Ndongidi

SPOILIATION DE LA CONCESSION JEAN XXIII

L'Église catholique dément s'être rétractée

L'Archidiocèse continue, par ailleurs, à pointer le frère de la première dame Denise Nyakeru, et lui demande « de prouver son innocence ».

Dans une mise au point faite le 25 juillet 2022, l'Archidiocèse de Kinshasa s'est dite « ne pas être perturbée par les spéculations qui ont pris place dans l'opinion publique » après la dénonciation, la semaine dernière, de la spoliation du terrain du Grand séminaire Saint-Jean XXIII, dans la commune de Ngaliema. L'Église catholique de Kinshasa affirme, en effet, dans ce document, n'avoir « mandaté qui que ce soit d'autre pour s'exprimer en son nom sur les réseaux sociaux afin de présenter des excuses au frère de la première dame de la République démocratique du Congo (RDC), Denise Nyakeru Tshisekedi, cité par des spoliateurs présumés d'avoir facilité l'occupation anarchique de ce terrain ».

L'Archidiocèse de Kinshasa n'a jamais présenté des excuses

L'Église catholique maintient les accusations qui sont faites par « des personnes bien identifiées qui ont cité l'ambassadeur John Nyakeru dans l'affaire de spoliation de la concession du séminaire Saint-Jean XXIII ». Contrairement à ce qui circule dans les réseaux sociaux, peut-on lire dans

ce document signé par le secrétaire chancelier Abbé Edouard Isango, l'Archidiocèse de Kinshasa n'a jamais présenté des excuses, ni reconnu une quelconque erreur concernant la personne de son Excellence Monsieur l'ambassadeur John Nyakeru, citée dans l'affaire de la spoliation du Grand Séminaire Saint-Jean XXIII.

Dans cette mise au point, le secrétaire chancelier de l'Archidiocèse de Kinshasa a fait savoir qu'après qu'il a été nommé cité d'avoir spolié le terrain du Grand Séminaire Saint-Jean XXIII, John Nyakeru a été reçu, le jeudi 21 juillet, par l'archevêque de Kinshasa, le cardinal Fridolin Ambongo en vue d'aplanir les divergences. Et de préciser que dans cette audience à la demande de l'ambassadeur John Nyakeru, il lui a été clairement signifié que les personnes bien identifiées le citaient dans cette affaire de spoliation. « Leurs contacts lui ont été remis. Il lui appartient à présent de prouver son innocence en poursuivant ceux qui le citent dans cette affaire. Ce qu'il a promis de faire, et l'Archidiocèse attend patiemment la suite », a écrit le secrétaire chancelier de l'Archidiocèse de Kinshasa.

Lucien Dianzenza



La mise au point faite par le secrétaire chancelier de l'Archidiocèse de Kinshasa

MBAK'ART FESTIVAL

La deuxième édition se tient ce week-end à Mbandaka

Organisé par un collectif de jeunes artistes kinoïses issus de l'Institut national des arts, l'événement veut faire le lien entre le chef-lieu de la province de l'Équateur et la capitale, Kinshasa, du 29 au 31 juillet, au Widal School par le cinéma, la musique et la danse dans l'idée de valoriser et promouvoir les talents locaux.

Magdala, film de Jean-Jacques N'Sele, fera l'ouverture de Mbak'art Festival, premier événement culturel d'envergure organisé à Mbandaka qui fait la part belle au cinéma. Soirées cinéma et formations sont prévues au programme de cette seconde édition. Outre les projections des dix films qui constituent l'essentiel de

la sélection officielle, trois ateliers d'initiation au métier du cinéma seront animés par trois jeunes cinéastes de Kinshasa, notamment Kevin Mavakala et Christian Kalala, secrétaire du Festival. Ce dernier a précisé au Courrier de Kinshasa : « Le premier atelier va s'étendre sur l'écriture du scénario et le jeu d'acteur. Le second est centré sur l'initiation à la réalisation et le troisième a pour sujet l'initiation à l'infographie dans l'industrie du cinéma ». Et de renchérrir : « Des films congolais vont servir de matériel didactique à la formation. Ce sera aussi une manière de promouvoir le cinéma congolais ».

Entendu comme « le festival des arts et de la jeu-

nesse », Mbak'art Festival se définit comme un espace d'expression ouvert pour l'exercice des talents locaux. Ce, nous a dit Christian Kalala, dans la perspective « d'aboutir à la longue à un centre culturel avec une programmation régulière ». Pour l'heure, la première approche du festival est « de faire comprendre aux artistes l'importance de la formation pour une pratique artistique optimale », a indiqué le cinéaste. Pour le collectif organisateur de Mbak'art Festival, qui compte en son sein des natifs de Mbandaka, encadrer et former les artistes dans leurs disciplines respectives est une nécessité de sorte à leur permettre de se constituer un public et d'émerger au-delà de leur communauté.

Mbak'art Festival fait en sorte d'impliquer les artistes locaux à son initiative en leur offrant un espace dans sa programmation. Libwa Mbas, un chanteur local est à l'affiche à son ouverture ainsi qu'à la clôture, les 29 et 31 juillet. Mais aussi, la sélection officielle re-



Mbak'art Festival, le festival des arts et de la jeunesse de Mbandaka (DR)

prend-elle trois réalisations locales : La forêt des interdits 2 (Skey Mbuyi), Poso (Djoski Djokin) et Le fleuve (coréalisé par Neville Bonkenga et Christian Kalala). Par ailleurs, quoiqu'ayant fait la part belle au cinéma, le festival des arts de Mbandaka, comme le dit son nom, est pluridisciplinaire. A la suite des contraintes budgétaires, seuls les cinéastes ont fait le déplacement pour cette seconde édition, nous a dit Christian Kalala. « Cette année, nos ateliers sont fo-

calisés sur le cinéma, mais nous prévoyons d'en organiser aussi dans trois autres disciplines les éditions prochaines. Pour le moment, nous avons choisi de commencer avec quatre disciplines, le cinéma, la musique, le théâtre et la danse. Mais, à la longue, le festival offrira un champ d'activités plus étendu en incorporant d'autres pratiques artistiques », nous a expliqué le secrétaire de Mbak'art Festival.

Nioni Masela



Magdala, film d'ouverture de Mbak'art Festival (DR)

HOMMAGE À PAPA WEMBA

Le mémorial «Ainsi soit-il» bientôt érigé à Anoumabo

Construction envisagée cette année par les Ateliers Meko, le projet encouragé par l'ambassadeur de Côte d'Ivoire en RDC, Silas Metch, est tenu pour le lancement du train culturel censé donner plus d'envergure aux relations des deux pays amis.

La réalisation du mémorial était le principal propos de l'entretien qu'a accordé le diplomate ivoirien à Amazone (Marie-Rose) Luzolo, veuve de feu Shungu Wembadio, alias Papa Wemba, le 22 juillet, en tête d'une importante délégation composée notamment de l'abbé Coco, Raymond Ramazani et William Meko. Enthousiaste à la mise en œuvre du projet, Silas Metch a rappelé à l'occasion la carrure de l'illustre chanteur disparu. « Papa Wemba n'était pas un des ambassadeurs de la culture mais l'ambassadeur émérite de la culture africaine et mondiale », a-t-il affirmé

à ses hôtes. Et, qui plus est, a-t-il renchéri, « les Congolais et les Ivoiriens portent les mêmes valeurs. La RDC tient, en Afrique centrale, le leadership que tient la Côte d'Ivoire en Afrique de l'Ouest, il n'y a pas de raison que nous ne fassions pas équipe. »

William Meko, coordonnateur à la fois du Bureau d'études Meko international et des Ateliers d'œuvres d'art Meko, s'est réjoui de la relance du projet élaboré depuis six ans. Il a indiqué à ce sujet au Courrier de Kinshasa : «



Photo de famille de l'ambassadeur ivoirien (en bas) avec ses hôtes (DR)

avons remis la maquette du mémorial à A'salfo à Gaou Productions, le siège de Magic System ». Comme suite à la rencontre avec le diplomate ivoirien, il est prévu le dévoilement de la maquette aux autorités congolaises, nous a dit William Meko. Et de préciser encore : « ensuite il sera procédé au choix du lieu précis où sera construit le monument à Anoumabo et la pose de la première pierre ».

Pour le directeur général de l'Agence congolaise pour la promotion culturelle et artistique (ACPCA), Raymond

Ramazani, le mémorial Ainsi soit-il, a une forte portée symbolique. « L'hommage à Papa Wemba en Côte d'Ivoire », constitue « le premier projet du train culturel » qui devrait véhiculer des échanges culturels plus élargis qu'actuellement entre les deux pays au cœur de l'histoire d'Ekumani. Pour sa part, Silas Metch a évoqué l'œuvre comme étant « le pont aérien qui va appuyer le train », gage d'une coopération culturelle dont le cadre tout particulier n'a pas son pareil.

La Côte d'Ivoire prend de vi-

tesse la RDC avec la nouvelle avancée que connaît le projet du mémorial, savoir que sa réalisation, nous a dit William Meko, est prévue cette année même. A Kinshasa, plus aucun écho n'est donné du mausolée de Papa Wemba. La maquette proposée déjà à l'époque du gouverneur André Kimbuta s'inscrivait dans la continuité de la première œuvre funéraire réalisée par les Ateliers Meko, à savoir la monumentale chapelle ardente sous laquelle était exposée sa dépouille au Palais du peuple.

Nioni Masela



William Meko et Amazone Luzolo, veuve de Papa Wemba (DR)

ADIAC

Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

www.adiac.tv



CENTRAFRIQUE

L'ONU condamne de possibles crimes contre l'humanité

Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a publié, le 25 juillet, deux rapports sur des événements extrêmement troublants survenus récemment en République centrafricaine, pouvant être qualifiés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Le premier présente une attaque brutale et organisée contre un village par une milice pro-gouvernementale, tandis que le second décrit comment des groupes armés spécifiques ont perpétré des actes récurrents de violence sexuelle, de manière systématique et généralisée.

Les deux rapports sont basés sur des enquêtes menées par la Division des droits de l'homme de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (Minusca).

Le premier rapport passe en revue comment une milice composée de combattants qui faisaient auparavant partie d'une milice connue sous le nom d'« Anti-Balaka » a mené une attaque contre le village de Boyo, dans la préfecture de la Ouaka du 6 au 13 décembre 2021.

Le rapport conclut qu'au moins 20 civils ont été tués, cinq femmes et filles violées, quelque 547 maisons incendiées et pillées, et plus de 1 000 villageois forcés à la fuite.

Les miliciens ont utilisé des machettes, lors de leur attaque contre des civils non armés. Ils ont également retenu plusieurs centaines de civils durant trois jours dans la mosquée du village menaçant de les tuer.

L'attaque a apparemment été menée pour cibler et punir la communauté musulmane de Boyo, perçue comme soutenant l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), un groupe armé engagé dans la lutte contre le gouverne-

ment. L'attaque de Boyo est l'un des premiers cas, dans ce conflit armé prolongé, où le gouvernement, conjointement avec des membres de sociétés militaires privées, aurait entraîné et armé des jeunes recrutés localement et créé des milices pour pénétrer dans des villages sous le contrôle de groupes armés.

« **Le gouvernement doit mettre un terme à toutes les violations** »

« *Je condamne fermement ces actes horribles. Le gouvernement doit mettre un terme à toutes les violations, qu'elles soient le fait de ses propres forces, de milices pro-gouvernementales affiliées ou de sociétés militaires privées étrangères, et traduire en justice tous ceux qui sont directement ou indirectement impliqués* », a déclaré Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

Sur la base de multiples témoignages corroborés, le rapport identifie les anciens « chefs de zone » Anti-Balaka de la région comme étant responsables de la plupart des incidents documentés.

Le rapport conclut que les actes perpétrés à Boyo, si qualifiés par une juridiction compétente, pourraient constituer des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

L'attaque de Boyo confirme une tendance documentée par la Minusca selon laquelle des entreprises militaires privées

étrangères, opérant sous la direction ou avec le consentement et l'acquiescement des autorités gouvernementales, utilisent des mandataires pour perpétrer des attaques contre la population civile. « *Comme ces mandataires sont d'anciens combattants de divers groupes armés ou des Anti-Balaka, les conséquences possibles pour la cohabitation pacifique des communautés en République centrafricaine sont très inquiétantes* », a déclaré Hanan Talbi, directrice de la Division des droits de l'homme de la Minusca.

Violences sexuelles enregistrées

Le second rapport est basé sur quatre missions d'enquête dans les préfectures de Mbomou et de la Haute-Kotto, ainsi que sur le travail régulier d'observation et de rédaction de rapports de la Division des droits de l'homme.

Il relate en détail les cas de violences sexuelles liées aux conflits, commises entre décembre 2020 et début mars 2022, par des membres du Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) et de l'UPC, tous deux affiliés à la Coalition des patriotes pour le changement (CPC).

La CPC est composée de six groupes armés qui ont signé l'accord de paix du 6 février 2019 (Accord politique pour la paix et la réconciliation en Centrafrique), mais l'ont ensuite dénoncé, décidant de boycotter violemment les élections du 27 décembre 2020 et de tenter de prendre le pouvoir par la force.

La CPC est parvenue à prendre le contrôle de plusieurs régions, dont les préfectures du Mbomou et de la Haute-Kotto - une région riche en ressources naturelles telles que l'uranium, l'or et les diamants - où elle a commis des atteintes flagrantes aux droits humains et de graves violations du droit international humanitaire, en particulier des violences sexuelles.

La Minusca continue de documenter des cas similaires dans les régions sous le contrôle de ces groupes armés, ce qui indique que ce type de violence se poursuit.

Selon les informations recueillies au cours de la période considérée, près de 245 femmes et filles ont été victimes de violences sexuelles. La plupart des victimes, âgées de 8 à 55 ans, ont subi des viols collectifs, mais d'autres retenus comme esclaves sexuelles. Certaines des pires violences ont été commises dans la ville de Bakouma, dans la préfecture de Mbomou, ville qui était sous le contrôle des groupes armés jusqu'en mai 2021.

« *Ce niveau sans précédent de violence sexuelle en République centrafricaine est choquant et bouleversant* », a déclaré la Haute-Commissaire. Et de déclarer : « *Les récits cruels racontés par des victimes d'esclavage sexuel et de violence sexuelle décrivent des crimes n'ayant jamais dû se produire. Il est pourtant alarmant de constater que non seulement ces actes ont été commis, mais qu'ils le sont*

encore. Ces atrocités sont absolument inacceptables et il faut y mettre fin immédiatement », a déclaré Michelle Bachelet, en exhortant le gouvernement centrafricain à prendre des mesures urgentes, dans le plein respect du droit international, pour reprendre le contrôle de l'ensemble du territoire et rétablir l'autorité de l'État dans le cadre de l'état de droit.

La Haute-commissaire a, par ailleurs, reconnu et salué les mesures prises par les autorités judiciaires et d'autres institutions de l'État pour enquêter sur ces allégations, tout en soulignant l'importance de veiller à ce que tous les auteurs de crimes répondent de leurs actes pour briser le cycle de l'impunité.

Les deux rapports contiennent une série de recommandations, notamment celle d'exhorter les groupes armés à cesser toute attaque et représailles contre la population civile, y compris les actes de violences sexuelles, ainsi qu'à déposer les armes et se réengager dans le processus de paix, seule voie viable pour une paix et une réconciliation durable en République centrafricaine.

Les recommandations du rapport appellent également le gouvernement de la République centrafricaine à mettre en place des mesures concrètes et efficaces pour protéger les civils et prévenir de futures violations et abus des droits de l'homme dans les zones affectées par la violence et le conflit armé.

Josiane Mambou Loukoulou

INVESTISSEMENTS

Akinwumi Adesina : « L'Afrique est un marché sûr, compétitif et rentable »

Le président du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, a rassuré les investisseurs américains : l'Afrique est un marché sûr, compétitif et rentable. C'était à l'occasion du Sommet des Affaires Afrique- Etats-Unis, à Marrakech, au Maroc, sur le thème « Building forward together (Bâtir l'avenir ensemble) ». Un sommet Etats-Unis-Afrique se tiendra du 13 au 15 décembre, à Washington.

Ont pris part à l'événement, le président du Botswana, Mokgweetsi Masisi, la vice-présidente des États-Unis, Kamala Harris, le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita, la directrice générale du Millennium Challenge Corporation américain, Alice Albright, le président de la Confédération générale des entreprises du Maroc, Chakib Ali, et la directrice générale du Népad, l'agence de développement de l'Union africaine, Nardos Bekele-Thomas, ainsi que 450 représentants d'entreprises et de gouvernements. Ils ont échangé sur le renforcement des liens commerciaux, d'investissement et de commerce entre les États-Unis et l'Afrique. Dans son discours d'ouverture, le patron de la diplomatie marocaine, Nasser Bourita, a rappelé que jamais le moment n'avait été aussi opportun pour renforcer la coopération entre l'Afrique et les États-Unis. « *Il est temps pour l'Afrique de récolter les fruits de ses potentialités, de jouer un rôle central et naturel sur la scène internationale et dans les développements*

majeurs qui se produisent au niveau mondial », a-t-il déclaré.

Le patron de la BAD Akinwumi Adesina a exhorté les investisseurs américains de considérer l'Afrique comme une destination d'investissement logique et à s'y engager dans un partenariat gagnant-gagnant. Selon lui, les investissements américains sont essentiels pour accélérer le développement des infrastructures sur le continent. « *C'est un moment opportun pour les investissements américains en Afrique, et ce, à grande échelle* », a-t-il dit, mais : « *Le futur n'attend pas. L'heure de l'Afrique est venue, l'avenir de l'Afrique est radieux. Nous sommes ouverts aux affaires, et nous vous accueillons à bras ouverts* », a-t-il rappelé. La vice-présidente des États-Unis, Kamala Harris, a déclaré : « *Nous nous concentrons sur le besoin urgent d'augmenter la production et les exportations alimentaires avec et au sein de l'Afrique* », soulignant le rôle clé des partenariats public-privé, et du renforcement des relations États-

Un-Afrique : « *Le président Biden et moi-même sommes impatients d'accueillir les dirigeants de tout le continent africain à Washington, du 13 au 15 décembre, à l'occasion du sommet des dirigeants États-Unis-Afrique* », a-t-elle ajouté.

Akinwumi Adesina a énuméré quelques investissements en Afrique, ce qui témoigne le potentiel du continent, notamment la raffinerie de pétrole et le complexe de production d'engrais du groupe Dangote, au Nigeria, d'une valeur de 20 milliards de dollars, et le groupe MTN d'Afrique du Sud. Malgré la pandémie de Covid-19 et son impact sur les économies, le nombre d'opérations de capital-investissement en Afrique est passé de 230 en 2019 à 255 en 2020, a ajouté le président de la BAD. Malgré les turbulences, les opportunités ne cessent d'abonder en Afrique, a souligné Akinwumi Adesina, précisant que, sur les six dernières années, la BAD a engagé plus de 44 milliards de dollars dans les infrastructures du continent (transports, énergie, eau et assainis-

sement), reconnaissant toutefois que l'Afrique est toujours confrontée à un déficit annuel de financement des infrastructures de l'ordre de 68 à 108 milliards de dollars.

« *Nous sommes tous ici mobilisés pour créer davantage de voies vers la prospérité sur le continent africain* », a déclaré Alice Albright, du Millennium Challenge Corporation. Grâce à « Prosper Africa », une initiative des États-Unis, lancée il y a deux ans, visant à accroître le commerce et les investissements et à promouvoir le développement durable sur le continent, 800 accords de commerce et d'investissement bilatéraux dans 45 pays d'Afrique ont été signés, pour une valeur estimée à 50 milliards de dollars.

Un sommet Afrique-Etats aura lieu du 13 au 15 décembre à Washington

L'annonce a été faite par le président américain, Joe Biden, où seront discutés des défis allant de la sécurité alimentaire au changement climatique. Il promet des « milliards de dollars

» d'investissements, avec le secteur privé, qui démontrera « l'engagement durable des États-Unis envers l'Afrique et soulignera l'importance des relations entre les États-Unis et l'Afrique et d'une coopération accrue sur des priorités mondiales communes ». Selon un responsable américain, s'exprimant sous couvert d'anonymat, une cinquantaine de dirigeants africains devraient y participer. Depuis sa prise de fonctions en janvier 2021, Joe Biden ne s'est pas encore rendu en Afrique en tant que président des États-Unis. « *Nous pensons que les États-Unis offrent un meilleur modèle, mais nous ne demandons pas à nos partenaires africains de choisir* », a-t-il précisé. Le sommet de décembre vise « à établir un nouvel engagement économique, à promouvoir la démocratie et les droits humains, à faire progresser la paix et la sécurité et à relever des défis, tels que la sécurité alimentaire et le changement climatique ainsi que la pandémie de Covid-19 », a indiqué Joe Biden.

Noël Ndong

ONYCOM PRÉSENTE



FALLY IPUPA



29
JUILLET
POINTE-NOIRE



STANDARD TICKET: 20.000 FCFA

CONCERT

LIVE 17H
GALERIE NF

CONTACTS : +242056869928 / +242056268856 / +242068868458



Societe Ya Biso Moko Bana Mboka

MEILLEURS PRODUITS D'ASSURANCES AUX MEILLEURS PRIX

Assurance tous risque chantier

Assurance automobile

Assurance incendie

Assurance voyage

PLUS DE 50 ANS DE METIER, LEADER DES ASSURANCES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

EN VENTE

Le Protocole de Brazzaville
Une victoire congolaise méconnue
Pierre OBA

Le Droit des Marchés Publics
DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA CEMAC
ÉTUDE COMPARÉE
Laurent Tongo

MURAMBI
Le livre des ossements
Roman
Boubacar Boris DIOP
WINNER of the NEUSTADT PRIZE

Code des Hydrocarbures du Congo
Notes, commentaires, jurisprudence et éléments de droit comparé
Roland BEMBELLY

Le Commandant Marien Nguabi
(1938-1977)
Un leader charismatique et un modèle pour l'Afrique
Roch Cyriaque GALÉRAY

Paradoxe de l'agriculture congolaise
Jacques N'GOULOU

ON EST TOUS QUELQU UN
Juvénale OBILI

Précis de sous-traitance au Congo
Nouvelle réglementation de la sous-traitance pétrolière
Roland Bembelly et Annicet Cyriaque Nassy Pratt

L'histoire au présent (2005 - 2020)
Une contribution à la vérité sur la gouvernance publique du Congo
Claude-Richard M'BISSA

PRÉSIDENTS ET MINISTRES DU CONGO-BRAZZAVILLE (1958-2021)
Placide MOUNDOUO

ETHIOPIE

Les embûches au dialogue de paix seront-elles bientôt levées ?

Près de dix-neuf mois après le début du conflit au Tigré, le régime et les rebelles tigréens ont réalisé que le différend qui les oppose ne peut nullement être réglé par les armes. Les deux parties conviennent dorénavant d'ouvrir publiquement la voie à des négociations sous l'égide de l'Union africaine (UA) ou du Kenya, convaincues que les contextes sécuritaire, économique et humanitaire dans le pays leur contraignent au dialogue.

Ayant tous compris qu'une victoire militaire est impossible et que le statu quo n'arrange pas les deux camps, le gouvernement et les rebelles du TPLF (Front de libération du peuple du Tigré) vont indubitablement s'asseoir sur une même table pour trouver une solution durable à la crise qui déchire l'Éthiopie. En attendant, ni date, ni lieu, ni cadre n'ont été fixés pour ces futurs pourparlers, évoqués pour la première fois mi-juin par le Premier ministre Abiy Ahmed. Cela se justifie au fait que les protagonistes continuent de diverger sur l'identité du futur médiateur : Addis-Abeba ne veut discuter que sous les auspices de l'UA alors que les rebelles exigent une médiation du président kényan, Uhuru Kenyatta.

Malgré cela, les autorités rebelles de la région éthiopienne du Tigré qui, après le gouvernement, ont déjà mis sur pied une équipe de négociateurs pour discuter de la paix, assurent qu'ils sont favorables aux négociations. « Nous sommes prêts à envoyer une

délégation à Nairobi (...) et avons formé une équipe composée de membres de haut rang », a déclaré Getachew Reda, un porte-parole des rebelles, sans autre détail sur l'identité desdits membres. « Il serait totalement irresponsable pour nous de laisser tout le processus de négociations à l'UA », a-t-il pour-

» du médiateur de l'UA, le Nigérian Olusegun Obasanjo, avec le Premier ministre éthiopien et veulent que le chef de l'État kényan « héberge et facilite » les négociations.

Pékin disposé à fournir sa médiation

Hors d'Afrique, la Chine propose

et Soudan du Sud notamment. Il s'exprimait en juin dernier lors d'une conférence avec les pays de la Corne de l'Afrique.

Pour Ben Hunter, analyste Afrique de l'Est au cabinet d'analyses de risques Verisk Maplecroft, le processus de négociations qui va être enclenché est « le résultat de longs mois d'impasse n'ayant

produits alimentaires), tandis que les réserves en devises fondent.

Au Tigré, la situation humanitaire catastrophique « rend à elle seule le statu quo non viable », indique Awet Weldemichael, expert de la Corne de l'Afrique à la Queen's University (Canada), ajoutant que « la guerre est au cœur du désastre économique actuel ». Du fait de cette situation, signale-t-il, « beaucoup de partenaires internationaux (...) hésitent à injecter les devises, dont le pays a besoin, dans une économie ravagée par la guerre ».

Depuis une trêve fin mars, les combats ont quasiment cessé au Tigré, dont les rebelles ont repris courant 2021 le contrôle de l'essentiel du territoire. Mais la situation humanitaire est toujours catastrophique dans la région, enclavée et privée de nombreux services essentiels (électricité, télécommunications, banques, carburant). Le conflit a fait de nombreux morts et plongé le Tigré au bord de la famine.

Nestor N'Gampoula

« Beaucoup de partenaires internationaux (...) hésitent à injecter les devises, dont le pays a besoin, dans une économie ravagée par la guerre ».

suivi, répétant que toute discussion devrait impliquer l'actuel chef de l'État kényan qui est très actif ces derniers mois dans les efforts de paix.

Le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed veut que l'organisation panafricaine supervise seule les discussions inter éthiopiennes, une option écartée par les rebelles du TPLF, - parti qui dirigea l'Éthiopie durant près de trois décennies jusqu'en 2018 - qui dénoncent « la proximité

aussi sa médiation pour le règlement des « différends » dans la Corne de l'Afrique. « Je suis prêt à fournir une médiation aux règlements pacifiques des différends, sur la base de la volonté des pays de cette région », a déclaré l'envoyé spécial pour la Corne de l'Afrique, Xue Bing, dont la nomination en février a montré la détermination de Pékin à s'impliquer diplomatiquement dans cette région en proie à divers conflits, en Éthiopie, Somalie

laissé aux deux parties aucune option satisfaisante ». En témoigne le fait que le pouvoir subit depuis quelque temps d'intenses pressions diplomatiques, notamment des États-Unis à l'heure où l'économie éthiopienne souffre et où une grave crise alimentaire, causée par l'une des pires sécheresses de l'histoire, rend vitale l'aide internationale. Notons aussi l'inflation qui persiste après avoir battu des records en mai dernier (37,2%, et 43,9% pour les seuls

ETATS-UNIS-AFRIQUE

Les chefs d'Etat africains attendus à Washington

Les 13 et 15 décembre prochains se tiendra à Washington, aux États-Unis, un sommet États-Unis-Afrique.

Selon les organisateurs, cette rencontre de haut niveau connaîtra la participation active des dirigeants africains. Elle a pour objectif principal la promotion d'un nouvel engagement économique, le renforcement des liens et des engagements pris entre les États-Unis et l'Afrique. Ceci, en faveur de la démocratie et des droits humains pour atténuer l'impact de la Covid-19 et des futures pandémies.

Exprimant sa satisfaction d'accueillir ce sommet, le président américain, Joe Biden, a déclaré, « Je me réjouis d'accueillir les dirigeants de l'ensemble du continent africain à Washington, du 13 au 15 décembre 2022. Ceci, à l'occasion du sommet des dirigeants États-Unis-Afrique. Le sommet démontrera l'engagement durable des États-Unis envers l'Afrique et soulignera l'importance des relations entre les États-Unis et l'Afrique, ainsi qu'une coopération plus étroite sur les priorités mondiales communes ».

Par ailleurs, la rencontre s'appuiera aussi sur nos valeurs communes. Ainsi, pour y arriver, il faut travailler en collaboration afin d'améliorer la santé régionale et mondiale. Cela nous permettra de renforcer la sécurité alimentaire, de faire progresser la paix et la sécurité et de répondre à la crise climatique. « Je me réjouis de travailler avec les gouvernements africains, la société civile, les communautés de la diaspora aux États-Unis et le secteur privé pour continuer à renforcer notre vision commune de l'avenir des relations entre les États-Unis et l'Afrique », a conclu le président américain.

Rock Ngassakys



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.












Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Goussou
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



COOPÉRATION

Les adieux de Maleye Diop à Arlette Soudan-Nonault

Après plus de trois ans d'exercice en République du Congo en qualité du représentant résident du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), Maleye Diop est allé faire ses adieux à la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault.

Selon la ministre chargée de l'Environnement, le représentant résident du Pnud au Congo a fait un travail remarquable en accompagnant le Congo dans les questions de changement climatique, d'environnement, de biodiversité. « Nous avons porté avec le Pnud la contribution déterminée nationale (CDN) révisée, celle de 2022, au Congo. Nous avons porté une grande problématique qui porte le poumon majeur de l'humanité aujourd'hui, celle relative au Bassin du Congo, à la Commission climat du Bassin du Congo (CCBC) et plus précisément au Fonds bleu pour le Bassin du Congo (F2BC) », a-t-elle déclaré.

Pour Arlette Soudan-Nonault, l'engagement du représentant résident du Pnud a permis à la CCBC d'avoir cet outil de gouvernance climatique mondial : le F2BC. C'est un instrument financier par lequel passeront tous les financements de deux cent-cinquante-quatre projets identifiés issus des CDN des seize pays membres de cette commission. « Le représentant du Pnud et ses équipes nous ont permis assurément de pouvoir communiquer, accompagner, porter les propos du chef de l'État au reste du monde, au travers de toutes nos missions à l'étranger... Nous



avons partagé près de trois COP ensemble, et à la veille de la COP 27 vous nous manquez énormément », a souligné la ministre s'adressant à son hôte. Le Pnud a engagé un certain nombre de chantiers stratégiques. Pour sa part, le représentant résident du Pnud a exprimé son regret de quitter le Congo. « Partir en ce net moment ce n'est pas de

toute gaité. Je dirais que pendant les trois années au Congo nous avons engagé un certain nombre de chantiers hautement stratégiques. L'un d'eux porte sur la CCBC et l'accompagnement du Congo qui assure la coordination technique de cet important instrument régional, qui pour nous est une solution africaine sur le changement climatique.

C'est important d'avoir un outil qui permet de rallier les États sur les réponses climatiques, parce que les CDN sont les engagements des États pour répondre aux accords qui ont été décidés à Paris en 2015 », a-t-il dit. Le diplomate onusien a ajouté que « le Bassin du Congo est loin d'être le deuxième poumon écologique du monde, et le premier, car si

on met les tourbières, la balance sera clairement définie, il passera pour le premier. Pour nous Pnud, nous avons un mandat d'accompagner les États à mettre en œuvre les accords de Paris. Ce que nous avons fait dans le cadre du Bassin du Congo, la mise en place de ce fonds, c'est une réponse africaine pour permettre à l'Afrique dans sa globalité, notamment le groupe de seize États, de contribuer et de donner sa partition à cet enjeu mondial. »

Quant aux perspectives, Maleye Diop a signifié que le Pnud avait une initiative mondiale appelée « Promesse climatique », qui accompagnait les pays à réviser les CDN au niveau acceptable pour adresser la problématique du changement climatique. Maintenant, ils entrent dans une deuxième phase qui sera menée par son successeur. Cette deuxième phase s'intitule « Promesse climatique 2.0 » verra comment les plans d'investissements retenus dans le cadre des CDN pourront être accompagnés et mis en œuvre.

« Certes, je pars, mais j'ai le sentiment que la dynamique qui est lancée va se poursuivre avec celui ou celle qui va me remplacer », a-t-il lancé.

Bruno Okokana

ZONE CÉMAC

Vers la réglementation de la crypto-monnaie

Les autorités monétaires de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) ont planché, le 20 juillet dernier, sur l'introduction de la crypto-monnaie en Centrafrique et sa conformité avec les normes communautaires. Elles se sont alors engagées à œuvrer en faveur de la création d'une « monnaie numérique » commune dans la zone.

L'adoption en mai dernier du bitcoin, comme monnaie légale de la Centrafrique, a été l'unique point à l'ordre du jour de la session extraordinaire du conseil d'administration de la BEAC, tenue le 20 juillet dernier, au siège de la Banque centrale, à Yaoundé (Cameroun).

La réunion du conseil d'administration présidée par le ministre centrafricain des Finances et du Budget, Hervé Ndoba, voulait en savoir davantage sur les contours de la nouvelle loi, relative à la crypto-monnaie en Centrafrique principalement de la compatibilité avec « l'architecture réglementaire » de la sous-région, en matière monétaire et financière. Les autorités monétaires et la partie centrafricaine ont convenu de garantir les engagements communautaires, notamment le respect des Statuts de la BEAC et les textes régissant l'Union monétaire.

Les autorités monétaires ont pour cela invité la Banque centrale à accélérer le processus d'élaboration du texte réglementant le bitcoin dans la Cémac et à poursuivre les actions en faveur de l'inclusion financière et de la modernisation des infrastructures de paiement.

« Le conseil d'administration a également pris bonne note de la sollicitation, par la République centrafricaine, de l'assistance de la BEAC et des instances compétentes de la communauté pour l'élaboration d'un cadre normatif régissant les cryptoactifs dans la zone Cémac. Il a encouragé la Banque centrale à poursuivre les actions en faveur de l'inclusion financière et de la modernisation de ses infrastructures, ainsi que la réflexion visant à créer une monnaie numérique de la banque centrale », précise le communiqué de la BEAC.

Fiacre Kombo

CONDITIONS DE VIES DES MÉNAGES

La première phase de l'enquête s'étend à d'autres localités

Lancée le 8 juin dernier à Brazzaville par la ministre de l'économie, du Plan, de la statistique et de l'intégration nationale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, l'Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM-Congo) se poursuit à Ouesso, dans le département de la Sangha, ainsi que les autres localités du pays.

La première phase de l'opération de collecte des données se déroulera durant deux mois. Le premier mois qui vient de s'achever s'est déroulé du 8 juin au 7 juillet. S'agissant du second mois, il a débuté le 16 juillet dernier. L'opération de collecte des données auprès des foyers permettra de produire des indicateurs pertinents et actualisés pour le suivi de la pauvreté et des conditions de vie des ménages au niveau national. L'objectif étant de fournir des données pour l'évaluation des politiques publiques de développement économique et social.

A terme, l'opération permettra de collecter des données sur les dépenses de consommation des ménages afin de notifier le niveau des principaux indices de pauvreté enregistrés au plan national.

L'EHCVM-Congo est une enquête d'envergure nationale. Les résultats obtenus et produits sont significatifs au niveau national, suivant les milieux urbain et rural, et pour chacun des départements du pays.

Organisée par le ministère de l'économie à travers l'Institut nationale de la statistique, cette initiative bénéficie du soutien de la Banque mondiale à travers le Projet de renforcement de capacités en statistiques (PStat). L'enquête consiste à doter le Congo des statistiques fiables, actuelles et harmonisées tout en renforçant la capacité en matière de conception, de la mise en œuvre, du traitement et de l'analyse des données des enquêtes pour l'évaluation du niveau de pauvreté.

Gloria Imelda Lossele

LÉGISLATIVES 2022

Le PCT aborde le second tour avec sérénité

Ayant obtenu 103 sièges sur 151 au premier tour des législatives, le Parti congolais du travail (PCT) affirme aborder le second tour avec sérénité, selon le secrétaire permanent chargé de la communication et des technologies de l'information et de la communication, Parfait Romuald Iloki.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B) : Quelle projection faites-vous en tant que porte-parole du PCT sur le second tour des législatives ?

Parfait Romuald Iloki (P.R.I) : Le PCT n'a jamais été surpris par un scrutin donné parce qu'il est une formation politique de démocratie, de débat et d'élection. Nous préparons sereinement les échéances électorales. Concernant les élections législatives en cours, nous étions aussi au point pour les affronter avec succès. C'est ainsi qu'au premier tour, d'après les résultats provisoires, le PCT qui avait présenté 122 candidats a obtenu 103 sièges sur 151.

Pour le second tour, il a quatorze candidats en ballottage sur les 25 sièges qui restent à conquérir à travers le pays, parmi lesquels trois à Brazzaville, quatre dans la Bouenza, deux dans le Niari, deux dans le Pool, un dans le Kouilou et deux à Pointe-Noire.

L.D.B : Le PCT est-il satisfait des résultats du premier tour ?



P.R.I : Nous sommes fiers des résultats qui ne sont autres que le fruit du travail abattu sur le terrain...

Notre parti étant suffisamment représenté à l'échelle nationale, à travers les douze fédérations et comités installés dans tous

les districts ainsi que nos comités dans les seize communes, notre victoire était assurée. Aux élections législatives passées, le PCT avait quatre-vingt-seize députés et si à l'issue des consultations en cours nous avons obtenu cent-trois au pre-

mier tour, c'est pour nous un motif de satisfaction.

L.D.B : Votre parti a eu cent trois sièges au premier tour. Certaines langues vous taxent de gourmand. Que dites-vous ?

P.R.I : Nous sommes en démocratie qui symbolise la loi du nombre et du débat d'idées. Etant le parti le mieux organisé sur l'ensemble du territoire national, il est aussi important que nous obtenions le plus de sièges. Si certains nous qualifient de gourmands, nous pensons plutôt que ce n'est pas raisonnable.

L.D.B : Certains candidats de la majorité présidentielle s'affrontent au second tour des législatives. Que se passe-t-il ?

P.R.I : Il n'y a rien ! Mais, c'est aussi cela la subtilité d'une élection. Tout au moins, les membres et sympathisants du PCT ont reçu des consignes. Ils savent, par exemple, que si un candidat de la majorité présidentielle va en ballottage avec un candidat de l'opposition, toute la majorité présidentielle doit le sou-

tenir. C'est le cas pour les trois circonscriptions de Brazzaville et les quatre de la Bouenza, notamment à Mouyondzi, Madinougou commune et Boko Songho. Nous sommes aussi objectifs sur certains partis qui ne sont pas de la majorité présidentielle mais que nous qualifions des partis de bon sens tel que le Parti républicain et libéral (PRL). Etant en ballottage avec un autre parti dans la deuxième circonscription de Kinkala dans le Pool, la majorité présidentielle va soutenir le candidat du PRL.

L.D.B : Au regard des résultats du premier tour, on s'attend à une Assemblée monocolore ?

P.R.I : Notre hémicycle sera toujours multicolore avec les cent-cinquante-un députés que la loi prévoit. Le PCT sera certes majoritaire mais il y aura aussi des députés des autres formations politiques ainsi que des indépendants.

Nous demandons aux membres et sympathisants du PCT d'aller massivement au vote.

propos suscités par Firmin Oyé

FENTES LABIO-PALATINES

Des soins gratuits ouverts à Brazzaville

L'association Sourire Congo spécialisée dans les opérations des fentes labio-palatines, en partenariat avec l'ONG américaine Smile Train, a animé, le 26 juillet dans l'auditorium du Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU-B), un point de presse pour fixer l'opinion sur les enjeux du programme mis en place incessamment dont le but principal est la prise en charge des personnes ayant des défigurations.

Informers les médias clés et divers acteurs, les parties prenantes et les bénéficiaires sur la nouvelle orientation de cette campagne afin de donner au public les informations adéquates pour démystifier la fente ; aider à mieux sensibiliser la population et toutes les parties prenantes sur la prise en charge des fentes labio-palatines ; permettre de lutter contre toutes les formes de maltraitance dont sont victimes les patients porteurs de fentes labio-palatines ; assurer la plaidoyer pour l'accès au traitement gratuit et des soins complets, sûrs et de qualité au CHU, ont été les principaux objectifs du point de presse tenu en présence de Ulrich Judicaël Biez. Ce dernier s'est réjoui de cette approche communicationnelle qui permet l'augmentation du nombre des foyers connaissant l'existence du programme.

Ainsi, le Dr Bredel Mabika, coordonnateur de SOS Sourire Congo, et le Dr Marie Lysette Ngoua Essinguélé, chirurgien Maxillo-Facial, secrétaire général de SOS Sourire Congo, ont tour à tour axé leur communication sur le contexte de ce pro-

gramme de chirurgie gratuite des fentes labio-palatines au Congo et l'intérêt de sa mise en œuvre. « Ce programme étant mis en place avec l'appui du CHU et financé par l'ONG américaine Smile Train, organisation sœur basée aux Etats-Unis, évoluant dans le même domaine, se résume sur les soins globaux et intégrés, notamment la chirurgie, les troubles de langage, les rapports avec les enfants (troubles de malnutrition, etc.), d'où la nécessité de monter un programme de prise en charge permanent. Ce qui signifie que quand nous recevons un enfant qui a une malformation, il fait le même itinéraire comme tous les patients et sera pris en charge par l'association », a dit le Dr Bredel Mabika.

De nombreuses facilitations prioritaires seront menées au cours de ce programme, ont ajouté les orateurs. Ce sont, entre autres, la chirurgie gratuite et régulière des fentes sur une longue période, la prise en charge orthophoniste (amélioration des difficultés de langage), la prise en charge des malnutri-



tions, la formation continue ciblée, la recherche clinique sur la thématique des fentes.

Cibles

Enfants et adultes ayant une fente labio-palatine ; enfants et adultes ayant été opérés pour une fente et qui ont besoin d'une réparation secondaire ; enfants malnutris avec fente labio-palatine ; et enfin retard de langage avec fente palatine.

Des enfants avec fentes Le DGA du CHU entouré des principaux animateurs du point de presse. Signalons que jusqu'ici quarante-cinq enfants ont été reçus, vingt-deux ont été éligibles et quinze viennent de l'intérieur du pays.

Smile Train est une organisation non gouvernementale humanitaire, de droit américain et d'action internationale dont l'objet principal est de promouvoir la prise en charge globale et intégrée de fentes labio-palatines de façon permanente par les acteurs locaux. C'est dans

cette optique qu'après un long processus d'audit et d'évaluation qui a duré près d'une année, un contrat de partenariat a été signé en décembre 2021 entre SOS Sourire Congo et Smile Train, donnant lieu à ce programme de gratuité aux profits des habitants du Congo avec l'appui du CHU de Brazzaville comme structure d'accueil, partenaire de SOS Sourire Congo.

Guillaume Ondze

FESTIVAL

Ouverture des candidatures à la deuxième édition du Famud

Du 17 juillet au 17 août, le comité d'organisation du Festival des arts et des musiques urbaines de Dschang (Famud) invite les artistes internationaux à postuler en vue de prendre part à l'événement.

Après une première édition en 2019 qui posait ses jalons avec la participation du Cameroun, pays hôte, et d'autres pays d'ailleurs, le Famud est heureux de tenir du 1er au 3 décembre prochain sa deuxième édition. Comme lors de son édition inaugurale, plusieurs pays d'Afrique sont également éligibles cette année, à savoir : le Congo, la République démocratique du Congo, le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Sénégal, etc. Les disciplines concernées par ce rendez-vous sont notamment: la danse; la musique; la mode et les arts visuels. Pour candidater, chaque artiste est invité à remplir le formulaire et à le renvoyer



aux organisateurs. Tout dossier incomplet, précisent les organisateurs, ne sera pas traité, et ne permettra donc pas la présentation de l'artiste au comité de programmation. « *Le Festival des arts et des musiques urbaines de Dschang est une plateforme de visibilité pour les artistes et artisans du Cameroun et même du monde. La chance que nous avons de nous exprimer sur une terre ancestrale, telle que Dschang, qui est aussi un moyen de renouer avec nos racines bantoues. Vous êtes donc la bienvenue à notre rencontre culturelle* », a noté le festival dans une communication en ligne.

Notons que le Famud est un projet porté par le beatmaker camerounais, Alk, qui a une forte notoriété dans la ville de Dschang, et qui exerce aujourd'hui son activité à Douala. A travers ce festival, il souhaite faire parler de la musique urbaine et faire évoluer l'art et la culture de cette ville camerounaise. En outre, le Famud s'inscrit dans une vision de réunir les jeunes artistes basés à Dschang, en vue de participer significativement à leur rayonnement. Prévue pour trois jours, la deuxième édition du festival s'articulera autour des shows, concerts, expositions, défilés de mode et temps d'échanges.

Merveille Atipo

VISITEZ LE MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES CERAMIQUES MUSIQUE

L'art dans sa Généralité, de la Tradition à la Modernité

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso immeuble les manguiers (Mpa) dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

FÉCOFOOT

Des journalistes sportifs édifiés sur la couverture des événements

Une quarantaine de journalistes participent depuis le 25 juillet à une formation organisée par la Fédération congolaise de football et animée par Charles Mbuya, chroniqueur sportif à Canal +.

Le séminaire est organisé pour permettre aux journalistes d'améliorer leurs compétences dans la couverture, la production et le traitement des événements sportifs. « J'invite l'ensemble des participants à ce séminaire à profiter au maximum pour accroître leurs connaissances et d'améliorer leurs performances dans leur organe de presse respectif », a déclaré le président de la Fécofoot.

Jean Guy Blaise Mayolas a précisé que la formation témoigne de la volonté de la Fécofoot à mettre en place une nouvelle conception de ses relations avec la presse sportive nationale dans le but d'innover, de modifier les comportements en faisant fi des préjugés pour privilégier leur passion commune, le football.

« La presse sportive occupe une place prépondérante dans l'évolution du football. Il ne saurait y avoir le football sans dirigeants, sans joueurs, sans clubs, mais aussi sans journalistes. Autant nous tenons à favoriser le développement de notre football, autant nous favorisons l'émancipation de nos journalistes sportifs que nous considérons comme nos partenaires immédiats », a-t-il souligné.

Le directeur de cabinet du ministre en charge des Sports a invité chaque participant à être interactif, afin que ce séminaire puisse justifier de son intérêt. Pendant plus de cinq jours, les participants seront édifiés sur la manière d'écrire, de parler, de s'exprimer en image, sur l'introduction aux techniques de tournage, les genres – formats et contraintes de durée, la fabrication d'un sujet et bien mener une interview.

« Au regard du contenu, du programme de formation, de la qualité des journalistes, prenant part à ce séminaire, mais aussi celle de l'animateur, nous ne doutons pas un seul instant que les résultats où les objectifs seront atteints », a conclu Charles Makaya dit Mackaill.

J.G.E.

TAEKWONDO

Les ligues de Brazzaville et Pointe-Noire optent pour l'émancipation de leurs athlètes

Le président de la ligue de taekwondo de Brazzaville, Robinson Loussakou, s'est accordé avec son homologue de Pointe-Noire, Brandon Rizet, sur les nouvelles techniques à mettre en œuvre afin de faciliter l'évolution des carrières des athlètes et la formation des acteurs des deux ligues.



L'entretien entre les deux présidents/Adiac

A travers ce partenariat, les deux ligues phares du taekwondo congolais souhaitent maximiser sur les performances de leurs athlètes. Ce partenariat, qui s'est concrétisé le week-end dernier lors du championnat départemental de Pointe-Noire, est, sans nul doute, un nouvel élément qui permettra de booster le taekwondo au Congo, puisque les équipes nationales sont souvent composées des sportifs de ces deux ligues.

Les deux présidents ont longuement échangé sur l'avenir du Taekwondo. La rencontre leur a permis de mettre en place un partenariat solide entre les deux ligues, visant à développer et faire promouvoir le taekwondo qui est un sport olympique avec plusieurs débouchés dans leurs deux départements, afin d'impacter les autres départements par leur dynamisme.

Rude Ngoma et Mira Boussiengue

TOURNOI UBA FUTSAL LIGUE

UBA vainqueur de la première édition

L'équipe d'UBA Bank a remporté le 23 juillet la compétition en battant celle de la Mucodec (2-1), au terme d'une finale âprement disputée.

La meilleure attaque du tournoi était la première à ouvrir le score. Mais cet enthousiasme engendré par ce but a fini par s'éteindre avant la pause quand UBA a rétabli l'équilibre. Elle a marqué et ensuite fait le break dans les cinq dernières minutes. Mission accomplie pour cette équipe qui a rendu fière la direction générale en faisant un carton plein.

« Nous avons promis de remporter cette coupe. Nous sommes contents d'avoir atteint cet objectif. Nous étions menés au score et dès lors que nous avons égalisé, c'était le tournant du match. Ce trophée est dédié à la direction générale qui a cru en nous », a déclaré Abraham Agbakosso, le capitaine d'UBA Bank.

La Mucodec n'a pas démérité. Elle a disputé cinq matches pour quatre victoires et une défaite avec trente buts marqués contre deux encaissés. « Bien sûr nous acceptons cette défaite. D'une part l'organisation a faussé. Nous jouons d'habitude 25x2. Aujourd'hui, on a joué 20x2. C'est un handicap. En plus, c'est un tournoi corporatif. Ceux qui viennent jouer sont censés travailler dans ces entreprises. Mais en face, c'est un effectif consti-



L'équipe d'UBA Bank remportant le trophée/Adiac


tué de toutes pièces pour la finale. Nous avons perdu la tête haute parce que nous avons joué avec le même effectif du début à la fin. Nous nous connaissons », a expliqué Kenom Makengo, le secrétaire général de la Mucodec.

La troisième place est revenue à Fonea, vainqueur d'Ecobank (8-1). MTN a pris la 5e place, grâce à sa victoire (4-2) sur RDM. NSIA non vie a battu NSIA vie (10-4), match comptant pour la 7e et 8e places. « C'est un plaisir, car notre mission est de faire en sorte que les travailleurs soient en bonne santé. Nous sommes satisfaits de la compétition. On attend très rapidement de faire

l'analyse de ce qui s'est passé pour projeter la saison prochaine », a souligné le président de la Ligue de Brazzaville du sport du travail.

« Avec le Futsal, on apporte une nouvelle offre de service. Ce que nous cherchons chaque année, c'est de pouvoir apporter de produits de services de compétitions qui vont satisfaire les besoins des travailleurs pour être sportifs. On a apporté un plus. C'est une innovation, parce qu'on a jamais organisé de tournois de Futsal. Je ressens que les équipes sont contentes », a ajouté Rodrigue Dinga Mbomi.

James Golden Eloué

|  Avis d'Appel d'offres ouvert n°02/22 CDCo Crédit du Congo lance un appel d'offres ouvert sur offre de prix pour : La cession d'une villa | | | | | | |
|--|---|---------------|----------------------|---------|---|-------------------------------|
| Dénomination | Consistance & Destination urbanistique | Titre Foncier | Superficie en m2 | Ville | Adresse | Prix minimum de cession (XAF) |
| Gd Marché Dolisie | Maison plein pied standard (en construction) ; Surface du bâtiment 255.00m ² | TF n°14748 | 486.59m ² | Dolisie | Quartier petit Zananga section/ E ; Bloc :12 ; parcelle :11 | 40 422 070 |
| Les offres seront présentées sous plis fermés et scellés, avec la mention « Appel d'offre n° 02/22 - Confidentiel » au plus tard le mardi 16 août 2022 à 16h à l'attention de : SERVICE DES ACHATS AV. E.DADET BP: 1312 Pointe- noire République du CONGO | | | | | | |
| Soit : - directement contre décharge - par courrier recommandé avec accusé de réception | | | | | | |
| Les soumissionnaires doivent joindre à leurs offres financières : - les éléments les identifiants parfaitement (CNI, Statuts, Bilan ...) - Une caution de 1 % du montant de leur offre, sous forme de chèque barré et libellé au profit de Crédit du Congo (cette caution étant restituée pour les offres non retenues). | | | | | | |
| Prière de noter que Crédit du Congo réalise 2 expertises immobilières pour chaque actif immobilier en vue de déterminer son prix minimum de cession Pour tout renseignement, consultation du dossier et visite, contactez: | | | | | | |
| 06 877 77 00 | | | 06 908 40 60 | | | |

CHAMPIONNATS D'AFRIQUE DE SAMBO CAMEROUN 2022

Le Congo remporte deux médailles

Les deux sambistes congolais, engagés au championnat d'Afrique de sambo organisé du 16 au 17 juillet au Palais polyvalent des sports de Yaoundé au Cameroun, sont rentrés chacun avec une médaille de bronze respectivement dans les catégories des moins 79.0kg et 58.0kg.

La 16e édition du championnat d'Afrique de sambo a regroupé seize pays pour soixante-dix sambistes dont deux Congolais, à savoir Radich Loubaki en catégorie des moins de 79kg et Junior Hounzonlin chez les moins de 58kg. La moisson des Congolais au championnat d'Afrique de Sambo a été jugée acceptable pour le président de la Fédération congolaise de sambo, Arnaud Ndengué, au regard du nombre des athlètes engagés et des moyens mis à la disposition de la dernière-née des fédérations sportives congolaises.

A l'issue de la compétition qui a été remportée par le Cameroun, pays organisateur, avec huit médailles en or, suivi du Maroc (champion



sortant), six médailles en or, et l'Egypte trois médailles en or, les Congolais se sont arrêtés à la troisième marche

Radich Loubaki sur le podium des -79kgDR chez les moins de 79kg par Radich Loubaki et des 58.0kg par Junior Hounzonlin. Radich Loubaki a été pré-



cedé dans sa catégorie par Badreddine Diani du Maroc (médaille d'or) et François Roger Okoua du Cameroun (médaille d'argent), tandis que chez les -58.0kg Junior Hounzonlin est troisième après le marocain Yasser Bouhessoune (médaille d'or) et Betoubana Krishma (médaille d'argent)

Soulignons que la compétition a été marquée par la victoire de NJI Moluh Seidou, premier africain champion du monde de l'épreuve qui a remporté sa quatrième médaille dans la catégorie des 98.0kg au niveau continental. Il s'est imposé en finale face à l'Egyptien Abdafatah Khalad.

Charlem Léa Itoua

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Autriche, 1re journée, 2e division Titulaire sur la gauche de l'attaque, Kévin Monziano délivre une passe décisive sur le premier but de St-Poltén, vainqueur de

Dornbirn (2-0). Belgique, 1re journée, 1re division Senna Miangué, titulaire au poste de latéral gauche, a été remplacé

à la 83e lors du revers du Cercle de Bruges face à Westerlo (0-2). Les Vert et noir ont joué à dix à partir de la 31e.

Bulgarie, 3e journée, 1re division Le Lokomotiv Plovdiv bat Hebar 1918 sur le score de 2-1. L'international congolais a été averti à la 79e.

Russie, 2e journée, 1re division Réduit à dix à la 65e, après l'expulsion d'Alexis Beka Beka, le Lokomotiv Moscou abandonne deux points face à Rostov (2-2). Averti une première fois à la 50e pour une vilaine semelle, l'ancien Caennais a ensuite reçu un deuxième carton jaune, plus sévère, pour un petit geste d'humeur à la 65e. Souvent utilisé en fin de saison dernière, Mark Mampassi est resté sur le banc.

Slovaquie, 2e journée, 2e division Le DAC Dunajska Streda fait match nul 1-1 à Zilina. Titulaire, Yhoan Andzouana a été remplacé à la 61e.

Suède, 15e journée, 1re division Avec Ravy Tsouka titulaire au poste de latéral droit, Helsingborg remporte sa 2e victoire de la saison face à Sundsvall (1-0). Avec 10 points, Helsingborg est 14e et premier relégable.

Camille Delourme



Alexis beka Beka a été expulsé à la 65e après un accrochage synonyme de deuxième avertissement (lclm.ru)

NÉCROLOGIE



Véran Carrhol Yanga, journaliste à La Semaine Africaine, les familles Yanga et Mavoungou ont le regret d'informer les parents, amis et connaissances du rappel à Dieu de leur frère, Gildas Mavoungou, survenu le dimanche 17 juillet 2022, à l'hôpital général de Loandjiji, à Pointe-Noire. La veillée mortuaire se tient au quartier Makayabou n°418, au terminus des bus et "Cent Cent". La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.

AGRICULTURE

Denis Sassou N'Guesso encourage la politique des ZAP

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, qui a visité le 26 juillet les Zones agricoles protégées (ZAP) d'Etsouali et de Ngo-Kourate, dans le département des Plateaux, a rappelé le bien-fondé de cette initiative avant d'encourager les acteurs agricoles à fournir plus d'efforts.

Accompagné du ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Paul Valentin Ngobo, le chef de l'Etat est allé toucher du doigt la réalité sur le terrain. A Etsouali, Denis Sassou N'Guesso a visité les 130 hectares qui composent cette ZAP dont 70 ha pour le maïs et 60 de manioc.

Située à une cinquantaine de km de la communauté urbaine, la ZAP de Ngo-Kourate a été la deuxième de cette visite. Ici, Denis Sassou N'Guesso et sa suite ont notamment visité le champ de maïs de 400 ha appartenant au ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche dont la culture est arrivée à maturité et peut être récoltée dans quelques semaines.

Ils ont, par ailleurs, visité le site de 5000 ha acquis par la Société agricole du Congo qui entend cultiver le maïs, le soja et le manioc. Le but

ultime est de faire de la zone du village Kourate un bassin de production agricole. Saisissant cette occasion, le président de la République a rappelé l'importance de la politique des ZAP dont il est l'initiateur dans le cadre du Plan national de développement 2022-2026. Visiblement satisfait, il a appelé les acteurs agricoles à donner le meilleur d'eux-mêmes afin d'atteindre les objectifs escomptés. Il s'agit notamment de réduire les importations liées aux produits alimentaires carnés dont le coût annuel est estimé à plus de 600 milliards FCFA.

« Il faut travailler. Nous ne devons plus continuer à faire l'agriculture avec la houe. Il faut la mécaniser. Nous sommes un peuple producteur, les résultats sont là ! Les machines sont disponibles pour vous accompagner », a déclaré Denis Sassou N'Guesso, sa-



Le président Denis Sassou N'Guesso et le ministre Paul Valentin Ngobo dans un champ de maïs à Ngo-DR

luant la première moisson de la ZAP de Ngo-Kourate. Cette ZAP a produit récemment 60 tonnes de maïs qui ont été directement acheminées vers la ferme d'Ivan-

gui, dans la sous-préfecture d'Oyo, département de la Cuvette.

Le chef de l'Etat a bouclé sa tournée par Ossio près de Gamboma où est mis en ex-

ploitation une grande zone d'élevage de bovins dans le cadre du programme de développement des bassins de production.

Parfait Wilfried Douniama

CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN

Le Congo réaffirme sa neutralité

Brazzaville croit en la possibilité de résoudre le conflit entre Moscou et Kiev par le dialogue et l'a réaffirmé, lundi, lors du passage du ministre russe des Affaires étrangères à Oyo.

En marge des entretiens que le ministre russe des Affaires étrangères a eus avec le président Denis Sassou N'Guesso, le 25 juillet, à Oyo, Sergueï Lavrov et son homologue congolais, Jean-Claude Gakosso, se sont exprimés sur le conflit éclaté entre l'Ukraine et la Russie depuis le mois de février dernier.

«Opération militaire spéciale» pour Moscou, «invasion et agression d'un pays souverain» pour Kiev et les capitales occidentales, la guerre en Ukraine influence les relations internationales et divise les États. Alors que ce conflit dure depuis cinq mois, les belligérants semblent chacun faire le point de ses alliés en scrutant la moindre prise de parole des chancelleries du monde. À Oyo, le chef de la diplomatie russe s'est plutôt félicité de la position de neutralité affichée par la République du Congo depuis lors.



Jean-Claude Gakosso et Sergueï Lavrov se prêtant aux questions des journalistes à l'issue de l'audience du chef de la diplomatie russe avec le président Denis Sassou N'Guesso, le 25 juillet à Oyo

Une position que Jean-Claude Gakosso a expliquée par la volonté de Brazzaville de ne pas « jeter de l'huile sur le feu » dans un dossier aussi sensible qu'explosif. «Notre position est adossée à celle de l'Union

africaine et n'a pas varié depuis l'éclatement de cette crise », a insisté le chef de la diplomatie congolaise pour qui dans un contexte comme celui de ce conflit, la voie de la sagesse que prônent les plus

hautes autorités congolaises consiste à explorer tous les mécanismes de dialogue susceptibles d'apporter l'accalmie entre les parties.

Si l'on est encore loin de l'apaisement souhaité, l'ac-

cord signé à Istanbul par la Russie et l'Ukraine sous la médiation de la Turquie et de l'ONU, le 22 juillet, destiné à libérer l'exportation des céréales bloquées depuis plusieurs mois est un signe qu'une lueur d'espoir peut jaillir des ténèbres de la confrontation armée. À condition que la diplomatie prenne le pas sur l'escalade.

Bien que se trouvant très loin de la zone du conflit, Brazzaville œuvre sans triomphalisme, mais avec un large esprit d'ouverture, au rapprochement des vues pouvant aider Kiev et Moscou à dialoguer et mettre un terme à cette guerre épouvantable. Jean-Claude Gakosso a justement situé le séjour de Sergueï Lavrov en terre congolaise dans cette dynamique de concertation porteuse de paix.

Gankama N'Siah